



**Conférence des Nations Unies
sur le commerce
et le développement**

Distr. limitée
28 avril 2010
Français
Original: anglais

Conseil du commerce et du développement
Commission de l'investissement, des entreprises et du développement
Deuxième session
Genève, 26-30 avril 2010

**Projet de rapport de la Commission de l'investissement,
des entreprises et du développement sur sa deuxième session**

Table des matières

	<i>Page</i>
I. Résumé du Président	2
A. Investissements dans le secteur agricole en vue de renforcer les capacités productives	2
B. Examen de la politique d'investissement du Bélarus	3
C. Examen de la politique d'investissement d'El Salvador.....	5

I. Résumé du Président

A. Investissements dans le secteur agricole en vue de renforcer les capacités productives

(Point 5 de l'ordre du jour)

1. Compte tenu de l'accroissement des investissements et des activités des STN dans le secteur agricole des pays en développement – eu égard aux perspectives et aux risques et dans le cadre d'un processus de consultations avec les États membres et d'autres groupes – le secrétariat de la CNUCED, la FAO, le FIDA et le Groupe de la Banque mondiale avaient proposé un ensemble préliminaire de principes, dénommé «Principes pour un investissement international responsable dans l'agriculture dans l'optique d'un développement durable». Constituant l'un des principaux thèmes de la session, ces principes ont été présentés par le secrétariat, à la suite de quoi des observations ont été exprimées par différents intervenants, dont le Rapporteur spécial de l'ONU sur le droit à l'alimentation, de hauts représentants de gouvernements et de l'industrie, et des représentants d'organisations non gouvernementales (ONG). Un débat a ensuite eu lieu.

2. Les orateurs et les représentants ont indiqué que les questions de sécurité alimentaire mondiale devenaient de plus en plus préoccupantes en raison d'un certain nombre de facteurs dont l'accroissement démographique, l'évolution de la demande mondiale et les contraintes environnementales. Dans ces conditions, un accroissement des investissements dans l'agriculture a été jugé indispensable dans les décennies à venir. L'aide publique au développement (APD), multilatérale et bilatérale, avait diminué ces dernières années; or il fallait accroître l'aide publique au développement de l'agriculture et encourager de substantiels nouveaux investissements privés dans le secteur. Les STN pouvaient jouer un rôle important, mais les gouvernements devaient prendre l'initiative de soutenir les effets positifs et de limiter les conséquences négatives.

3. Divers problèmes ont été évoqués concernant les investissements étrangers dans le secteur agricole des pays en développement, notamment le fait que le développement agricole en général et l'IED en particulier ne devaient pas être préjudiciables aux plus pauvres. Les aspects à considérer concernaient notamment le danger «d'accaparement des terres», la nécessité d'atténuer la pauvreté et la faim, les conséquences de l'instabilité des prix sur les marchés de produits de base et la protection des droits fonciers des petits exploitants et des communautés locales. Une plus grande transparence de l'investissement dans l'agriculture était indispensable de la part non seulement des gouvernements, mais aussi des entreprises.

4. Les participants ont déclaré soutenir l'élaboration de lignes directrices pour un investissement agricole responsable dans une optique de développement durable, s'agissant notamment des travaux engagés en la matière par la CNUCED et d'autres institutions des Nations Unies. Ce processus d'élaboration de lignes directrices devait être transparent et participatif. Une attention toute particulière devrait être accordée en la matière à certains aspects, dont les aspects environnementaux.

5. De plus, le soutien de toutes les parties prenantes était nécessaire. Comme un orateur l'a souligné, les investissements étrangers dans l'agriculture restaient un sujet de controverse, en particulier parmi les agriculteurs des pays en développement. Dans le même temps, un autre orateur a indiqué que les principes devaient également bénéficier du soutien du secteur privé, de façon à faciliter plutôt qu'à décourager les investissements. On a par ailleurs insisté sur l'importance de la diffusion des principes, de l'assistance technique et

d'autres activités (allant de travaux de recherche sur les orientations souhaitables à l'organisation d'échanges de meilleures pratiques).

6. En conclusion, il a été souligné que les principes devraient viser à promouvoir, et non à décourager, des IED profitables au développement de l'agriculture. Ils devraient aider les États membres à définir leurs politiques et leurs priorités; ils devraient aussi aider les investisseurs à élaborer des stratégies d'investissement et orienter leur comportement. L'élaboration de ces principes était un processus continu, s'appuyant sur des consultations suivies avec les États membres, la société civile et les acteurs du secteur privé. La CNUCED devait être prête à y apporter sa contribution, et elle devait élaborer des programmes d'assistance technique pour assurer la diffusion des principes – ainsi que le renforcement des capacités correspondantes – une fois ceux-ci approuvés et adoptés.

B. Examen de la politique d'investissement du Bélarus

(Point 5 de l'ordre du jour)

7. Les participants ont procédé à l'*Examen de la politique d'investissement de la République du Bélarus* (UNCTAD/DIAE/PCB/2009/10).

8. Dans ses observations liminaires, le Secrétaire général de la CNUCED a souligné que le Bélarus avait beaucoup à offrir aux investisseurs et il a félicité le Gouvernement bélarussien de ses récents efforts de réforme pour créer un environnement économique et commercial plus transparent et plus compétitif. À propos de l'Examen de la politique d'investissement (EPI), le secrétariat de la CNUCED a noté que le Bélarus disposait de nombreux atouts pour attirer des IED, dont sa situation stratégique entre la Fédération de Russie et l'Union européenne, la taille de son marché, le haut niveau de qualification de sa main-d'œuvre et des infrastructures solides.

9. Le secrétariat de la CNUCED a également souligné que les réformes récentes avaient favorisé un accroissement des flux d'IED depuis 2007. Toutefois, l'investissement privé au Bélarus – y compris l'IED – restait faible par comparaison avec d'autres pays de la Communauté d'États indépendants (CEI). Cela pouvait en partie s'expliquer par les contraintes qui continuaient de peser sur le développement des entreprises, en particulier des PME, dont les mesures de contrôle des prix, la lourdeur des procédures administratives et la multiplicité des contrôles, une certaine discrimination en matière d'accès aux facteurs de production et une faible compétitivité fiscale.

10. Le secrétariat a évoqué la stratégie recommandée dans l'EPI pour attirer davantage d'IED et soutenir le développement des PME grâce à cet investissement. Il était en particulier suggéré d'améliorer la réglementation de l'IED, par exemple en modernisant le code de l'investissement et en améliorant les conditions générales relatives à l'investissement dans des domaines tels que la compétitivité fiscale, la politique de concurrence et l'efficacité administrative. Il était recommandé d'éliminer les obstacles au développement des PME (notamment en réduisant la fiscalité et les charges administratives et en éliminant les mesures de limitation des prix) et d'adopter des politiques de promotion du développement des PME au moyen de l'IED, s'agissant notamment de renforcer l'organisme de promotion de l'investissement, de soutenir le développement de l'entrepreneuriat et de concevoir des politiques de promotion des relations interentreprises. Il était demandé au Gouvernement d'honorer son engagement d'appliquer les recommandations et d'encourager une plus grande participation du secteur privé à l'activité économique, la communauté internationale étant quant à elle appelée à apporter son soutien.

11. Le représentant du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) au Bélarus s'est félicité des recommandations issues de l'EPI et a souligné la contribution

de l'IED au développement humain, ajoutant que le rapport d'examen témoignait également d'une étroite coopération entre le système des Nations Unies et le Gouvernement biélorussien. Le PNUD s'engageait à soutenir l'application de ces recommandations et les efforts du Gouvernement pour améliorer les conditions de l'investissement.

12. Au nom du Gouvernement biélorussien, le Vice-Premier Ministre s'est félicité de l'EPI, étude objective et indépendante, qui apportait une contribution tout à fait opportune et importante au processus de réforme. Après avoir brièvement présenté les récents résultats macroéconomiques de son pays, y compris en matière d'IED, il a décrit les avantages compétitifs et les possibilités d'investissements qu'offrait le Bélarus. Il a en particulier indiqué que le Bélarus était l'un des rares pays qui avaient conservé un taux élevé de croissance économique en période de crise, comme en témoignaient les principaux indicateurs économiques, qui étaient restés positifs. Par ailleurs, précisant que le Bélarus était déterminé à mener une politique de privatisation, il a souligné que l'approche retenue permettrait d'éviter les erreurs commises dans d'autres pays.

13. Le Gouvernement biélorussien souscrivait pleinement aux recommandations de l'EPI et s'engageait à les appliquer. Certaines recommandations relatives à l'amélioration du climat économique et commercial avaient déjà été adoptées, dont l'allégement de la charge fiscale des PME, la simplification des procédures administratives et une révision des prescriptions en matière d'octroi de licences. Le Gouvernement s'engageait à poursuivre ses efforts pour améliorer encore le climat de l'investissement.

14. Diverses délégations d'États membres de la CNUCED ont présenté des observations sur l'EPI et ses recommandations. Elles se sont félicitées des recommandations et ont loué les efforts du Gouvernement biélorussien, qui avait sensiblement amélioré l'environnement économique. Plusieurs États membres ont également salué la création récente d'une union douanière entre le Bélarus, le Kazakhstan et la Fédération de Russie, qui ouvrait de nouvelles perspectives d'investissement au Bélarus et dans la région. Quelques délégations se sont toutefois inquiétées de la lenteur de certaines réformes et de leurs incidences sur les sociétés étrangères, indiquant qu'un certain niveau de discrimination persistait entre entreprises publiques et entreprises privées. Elles ont également encouragé le Gouvernement dans son processus d'accession à l'Organisation mondiale du commerce (OMC) et ont demandé que les recommandations de l'EPI soient pleinement appliquées.

15. Les États membres ont demandé au secrétariat de réaliser des examens de la politique d'investissement d'autres pays en transition. À cet égard, ils ont demandé à la communauté internationale de fournir le soutien financier nécessaire.

16. Quelques représentants de grands investisseurs internationaux présents à la réunion ont décrit leur expérience en matière d'investissement au Bélarus. Ils ont salué les importantes mesures qui avaient été prises par le Gouvernement pour améliorer le climat de l'investissement depuis 2007, mesures qui avaient donné des résultats positifs et concrets. Ils considéraient toutefois que la réglementation restait pesante et changeait trop fréquemment, ce qui rendait difficile la planification et l'exploitation d'une activité. Ils ont cependant précisé que le Gouvernement était ouvert au dialogue et s'efforçait de promouvoir une collaboration effective.

17. Témoignage de l'engagement du Gouvernement d'appliquer les recommandations issues de l'EPI, le Bélarus et la CNUCED ont signé un nouveau mémorandum d'accord à la fin de la séance pour officialiser leur collaboration.

C. Examen de la politique d'investissement d'El Salvador

(Point 5 de l'ordre du jour)

18. Les participants ont examiné le rapport relatif à l'examen de la politique d'investissement d'El Salvador (CNUCED/DIAE/PCB/2009/20).

19. Dans ses observations liminaires, le Secrétaire général de la CNUCED a salué la politique d'ouverture du Gouvernement salvadorien à l'investissement étranger et les progrès réalisés dans la mise en place d'un cadre réglementaire attrayant pour les investisseurs et protégeant l'intérêt national. La transition politique sans heurt survenue en 2009 avait donné la preuve au monde entier de la maturité des institutions démocratiques du pays et avait contribué à pérenniser la stabilité sociopolitique. Cependant, le Secrétaire général a souligné que beaucoup restait encore à faire dans les domaines de la lutte contre la pauvreté et de la réduction des inégalités. El Salvador pourrait mieux tirer parti de l'IED pour renforcer la compétitivité des entreprises locales et soutenir l'économie nationale.

20. La CNUCED a encouragé le Gouvernement à mettre en place des politiques qui optimiseraient les effets bénéfiques de l'IED dans les domaines suivants: formation du capital humain et développement des infrastructures, renforcement et modernisation des entreprises locales, et développement de nouveaux secteurs productifs et du transfert de technologie. À cette fin, trois stratégies essentielles étaient recommandées dans le rapport susmentionné, à savoir: a) mobiliser l'IED à l'appui de la compétitivité internationale; b) utiliser l'IED aux fins d'un développement durable; c) se servir des deux précédentes stratégies pour promouvoir davantage l'investissement.

21. Les États membres ont pris note des mesures positives qu'El Salvador avait adoptées au cours des vingt dernières années pour se développer dans le cadre d'une économie ouverte, citant notamment la privatisation des entreprises publiques et des caisses de retraite, la dollarisation de l'économie en 2001, la conclusion d'accords commerciaux bilatéraux et régionaux, et l'adoption de politiques qui privilégient le marché. À cet égard, on jugeait qu'il était grand temps qu'El Salvador soigne davantage son image auprès des investisseurs, afin d'y promouvoir la stabilité, des conditions d'investissement favorables et le potentiel économique. La nombreuse diaspora salvadorienne pouvait aussi faire la promotion du pays.

22. Les États membres s'accordaient à penser – en particulier après la crise financière et économique mondiale récente – qu'il était essentiel d'adopter une réglementation adéquate pour optimiser la contribution de l'IED au développement. Il soutenait les recommandations formulées dans le rapport au sujet des améliorations à apporter au cadre juridique et réglementaire salvadorien, notamment dans les domaines de la fiscalité des entreprises, des services à la clientèle, du cadre de la concurrence et de la protection de l'investissement.

23. Dans la ligne des recommandations formulées dans le rapport, les représentants ont souligné la nécessité de mettre davantage en valeur le capital humain et ont jugé qu'attirer l'IED dans l'enseignement supérieur constituait une priorité pour le pays. Certains représentants ont évoqué la pénurie de main-d'œuvre très qualifiée et le faible nombre de personnes parlant l'anglais, ce qui demeurerait un obstacle à l'investissement étranger. Les participants ont donc encouragé El Salvador à lever les obstacles juridiques actuels à l'IED dans l'enseignement supérieur afin d'attirer des établissements universitaires internationaux d'excellence, et à rejoindre le Forum politique de Bologne afin de promouvoir les échanges d'étudiants et les échanges universitaires.

24. Les participants ont encouragé l'élaboration d'une stratégie visant à attirer des IED «écologiques» et «responsables» afin de promouvoir le développement durable, conformément aux recommandations formulées dans le rapport, compte tenu des débouchés

économiques croissants dans ces domaines et du potentiel d'El Salvador. Des mesures d'incitation budgétaire et autres pourraient être conçues à cette fin, notamment par l'adoption d'une méthode de comptabilisation du carbone largement acceptée au niveau national.

25. Les participants ont souscrit aux recommandations formulées sur la nécessité pour le Gouvernement salvadorien de continuer à faire participer le secteur privé au développement de l'infrastructure, en particulier par des partenariats public-privé. Certes, ils ont reconnu que l'infrastructure routière était très bonne et que les investisseurs privés avaient déjà contribué au développement de services de qualité dans les secteurs des télécommunications et de l'électricité, mais l'absence de port moderne opérationnel constituait une grave lacune pour un pays exportateur comme l'était El Salvador. Les représentants ont confirmé que la priorité du Gouvernement devait être la mise en service, dès que possible, du port de La Unión dans le cadre d'un contrat de concession. Des pays ont proposé de partager l'expérience qu'ils avaient acquise dans le développement des infrastructures par le biais de l'IED et des partenariats public-privé.

26. Les représentants ont souligné l'importance que revêt l'exportation dans les petits pays à économie ouverte. El Salvador pouvait bénéficier non seulement de l'IED, mais aussi de l'internationalisation de ses entreprises en les tournant davantage vers l'exportation et en étudiant les possibilités d'investir dans d'autres pays d'Amérique centrale. Des mesures importantes ont été prises à cette fin. On s'efforçait notamment d'optimiser les synergies dans la promotion de l'investissement et de l'exportation, dans le cadre de réformes touchant l'organisme salvadorien de promotion de l'investissement (Agencia de Promoción de Inversión de El Salvador (PROESA)) et l'organisme de promotion des exportations (Exporta El Salvador), qui relèvent de la Commission nationale de la promotion des exportations et de l'investissement (Comisión Nacional de Promoción de Exportaciones e Inversiones (CONADEI)), et d'une diversification des partenaires commerciaux du pays, par le biais des accords de libre-échange actuellement négociés entre l'Amérique centrale et l'Union européenne, et d'un accord bilatéral conclu avec le Canada.

27. Il a été jugé nécessaire de supprimer certaines incitations fiscales et de revoir les zones franches afin de les mettre en conformité avec les règles de l'OMC. À cet égard, il a été noté qu'El Salvador reconnaissait cette obligation et avait déjà entamé un dialogue avec le secteur privé au sujet des modifications à apporter aux incitations budgétaires et aux zones franches en vue de les rendre entièrement conformes dans un avenir proche.

28. Le Gouvernement salvadorien a déclaré qu'il avait déjà commencé à mettre en œuvre un certain nombre de recommandations formulées dans le rapport. Il se félicitait de l'offre d'assistance technique de la CNUCED et s'engageait à poursuivre sa coopération avec le secrétariat dans le cadre de l'examen de sa politique d'investissement.
